

Intervention du ministre des Affaires étrangères, Nikos Dendias à la 5^e conférence de Bruxelles sur l'aide à apporter pour l'avenir de la Syrie et des pays de la région (30.03.2021)

Mesdames et Messieurs,

Je souhaiterais saluer cette initiative de l'UE d'organiser de concert avec l'ONU cette cinquième conférence de Bruxelles sur l'aide à apporter pour l'avenir de la Syrie et des pays de la région. Ladite initiative atteste de l'importance qui est accordée à la crise et à nos efforts communs afin d'atténuer les répercussions de la tragédie qui perdure et qui affecte le peuple syrien.

Depuis le début de la guerre civile qui a éclaté en Syrie en 2011, le conflit armé dévastateur a fait d'innombrables victimes parmi les civils. Il a divisé la nation syrienne, a laissé un pays exsangue, tandis que le niveau de vie a été retardé de plusieurs décennies.

Les violations flagrantes des droits de l'homme et les violations continues du droit humanitaire international sont venues s'ajouter à la situation déjà dramatique qui a provoqué le déplacement massif de personnes. Sept millions de personnes ont été déplacées au sein des frontières, le plus grand nombre au niveau mondial, tandis que 5,6 millions de Syriens sont des réfugiés dans des pays voisins. La pandémie du coronavirus a fait basculer 1,4 millions de personnes dans une situation d'insécurité alimentaire.

La Syrie demeure le théâtre d'une guerre par procuration. La Syrie doit cesser de servir les intérêts et les objectifs étrangers qui sont sans rapport avec la prospérité et l'avenir du peuple syrien et du pays lui-même.

Entamant sa onzième année, la crise syrienne continue de préoccuper vivement et constitue un facteur d'instabilité pour la région élargie.

La résurgence de l'extrémisme radical assombri le tableau encore plus. Il y a urgence à fournir une aide humanitaire, des logements, des soins de santé, de la nourriture, de l'eau, de l'éducation et de la protection, notamment dans la partie nord du pays. L'économie s'est effondrée.

Dès les premiers moments de la crise, la Grèce a accueilli des milliers de réfugiés syriens, en leur fournissant une aide sociale et humanitaire. Jusqu'à aujourd'hui, nous continuons de porter un fardeau qui dépasse largement nos capacités.

En tant que partisan et défenseur honnête de la paix, de la sécurité, de la stabilité et du développement dans la région élargie de la Méditerranée orientale, la Grèce est pleinement attachée aux efforts déployés afin de parvenir à une solution politique à la crise syrienne. Une solution qui garantira l'unité, la souveraineté nationale et l'intégrité territoriale du pays, conformément à la résolution 2254 du Conseil de sécurité des Nations Unies.

Seule une telle solution permettra de garantir le retour volontaire, digne et en toute sécurité des réfugiés et des personnes déplacées, assurant dans le même temps le retrait des forces armées étrangères.

Comme nous l'avons à maintes reprises déclaré, le conflit ne peut être résolu par des moyens militaires. La paix et la sécurité durable ne peuvent être atteints que par une solution politique sans exclusions, dont la Syrie sera la partie prenante et qui répondra aux préoccupations de toute la société syrienne dans son ensemble.

A cette fin, nous avons réitéré notre plein soutien aux efforts déployés par l'envoyé spécial du Secrétaire général des Nations Unies pour la Syrie, M. Geir Pedersen. Nous espérons que sous sa sage direction, le comité constitutionnel pourra aboutir à des résultats tangibles le plus rapidement possible. La conférence d'aujourd'hui confirme l'engagement ferme de la communauté internationale d'être aux côtés du peuple syrien et de lui apporter du soulagement et de l'espoir.

Dans cet esprit, la Grèce, dans un geste symbolique face aux efforts continus, est prête, cette année encore, à assumer l'engagement d'apporter une contribution symbolique.